

LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2023



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres,
LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE
2 Place aux Herbes
30700 Uzès

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 12 Mars 2024

Le Commissaire aux Comptes
PKF ARSILON COMMISSARIAT AUX COMPTES

Julien DUFRENE



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	5 331	5 029	302	669
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	7 000	4 011	2 989	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	136 759	131 136	5 624	10 430
Autres immobilisations corporelles	21 105	17 584	3 522	5 553
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	92		92	92
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	6 530		6 530	5 430
Total I	176 817	157 759	19 058	22 173
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	149		149	17
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	110 786		110 786	53 034
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	71 858		71 858	180 007
Charges constatées d'avance	2 448		2 448	2 039
Total II	185 241		185 241	235 097
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	362 058	157 759	204 299	257 270

Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	24 858	26 230
Excédent ou déficit de l'exercice	-20 973	-1 372
Situation nette (sous-total)	3 885	24 858
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	8 583	11 768
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	12 468	36 626
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	105 018	146 198
Total II	105 018	146 198
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	5 057	3 030
Total III	5 057	3 030
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 603	10 131
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	56 152	61 285
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total IV	81 756	71 416
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	204 299	257 270

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et de services	45 705	31 191	14 514	46,53
Ventes de biens				
Ventes de prestations services	45 705	31 191	14 514	46,53
Produits de tiers financeurs	775 522	789 802	-14 280	-1,81
Concours publics et subventions d'exploitation	775 522	789 802	-14 280	-1,81
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom				
Ressources liées à la générosité du public				
Contributions financières				
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	500	24 825	-24 325	-97,99
Utilisation des fonds dédiés	77 432	86 977	-9 545	-10,97
Autres produits	214	42	172	407,00
Total I	899 373	932 838	-33 465	-3,59
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes	408 613	385 299	23 314	6,05
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	8 799	14 509	-5 710	-39,36
Salaires et traitements	332 016	355 510	-23 494	-6,61
Charges sociales	118 536	136 857	-18 321	-13,39
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	8 939	10 757	-1 817	-16,89
Dotations aux provisions	2 527		2 527	
Reports en fonds dédiés	36 252	49 397	-13 145	-26,61
Autres charges	7 849	30 446	-22 597	-74,22
Total II	923 531	982 775	-59 244	-6,03
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-24 158	-49 937	25 779	-51,62
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti				
Autres intérêts et produits assimilés				
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de				
Différences positives de change				
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla				
Total III				
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi				
Intérêts et charges assilées				
Différences négatives de change				
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla				
Total IV				
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)				
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II	-24 158	-49 937	25 779	-51,62
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion		41 067	-41 067	-100,00
Sur opérations en capital				
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	3 185	7 507	-4 322	-57,57
Total V	3 185	48 574	-45 389	-93,44

Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	Variation relative (montant)	Var. rel. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi		8	-8	-100,00
Total VI		8	-8	-100,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 185	48 565	-45 380	-93,44
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	902 558	981 411	-78 854	-8,03
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	923 531	982 783	-59 252	-6,03
EXCEDENT OU DEFICIT	-20 973	-1 372	-19 601	NS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA				
Dons en nature				
Prestations en nature	35 987	33 166	2 821	8,51
Bénévolat				
TOTAL	35 987	33 166	2 821	8,51
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite	35 987	33 166	2 821	8,51
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	35 987	33 166	2 821	8,51

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LA MAISON CDCN UZES GARD OCCITANIE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 204 299 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 20 973 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

L'équilibre budgétaire de l'association repose sur sa capacité à générer des ressources propres mais également sur les subventions des tutelles et partenaires.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 731	4 000	5 400	12 331
Immobilisations incorporelles	13 731	4 000	5 400	12 331
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	136 035	724		136 759
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 105			21 105
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	157 140	724		157 864
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	92			92
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	5 430	1 100		6 530
Immobilisations financières	5 522	1 100		6 622
ACTIF IMMOBILISE	176 393	5 824	5 400	176 817

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 062	1 378	5 400	9 040
Immobilisations incorporelles	13 062	1 378	5 400	9 040
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	125 605	5 530		131 136
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	15 552	2 032		17 584
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	141 157	7 562		148 719
ACTIF IMMOBILISE	154 220	8 939	5 400	157 759

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 119 912 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	6 530		6 530
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	149	149	
Autres	110 786	110 786	
Charges constatées d'avance	2 448	2 448	
Total	119 912	113 382	6 530
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	12 700
Total	12 700

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	26 230	-1 372			24 858
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 372	1 372		20 973	-20 973
Situation nette	24 858			20 973	3 885
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 768			3 185	8 583
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	36 626			24 158	12 468

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	3 030	2 527	500		5 057
Total	3 030	2 527	500		5 057
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		2 527	500		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 81 756 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 603	25 603		
Dettes fiscales et sociales	56 152	56 152		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	81 756	81 756		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	21 483
Dettes prov/congés payés	19 045
Remb frais emilie peluchon	3
Provision sur cet	4 184
Personnel - autres charges à payer	3 097
Charges sociales s/congés à payer	5 849
Charges sociales s/cet	1 053
Charges sociales - charges à payer	353
Etat - autres charges à payer	2 124
Total	57 189

Notes sur le bilan**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	2 448		
Total	2 448		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 2 500 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		409 000	330 400		32 122	775 522
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			3 185			3 185
						778 707

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	35 987	33 166
Dons en nature		
Total	35 987	33 166
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	35 987	33 166
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	35 987	33 166

Les montants des contributions volontaires sont établis par rapprochement de l'activité réalisée avec sa valeur économique réelle si elle avait dû être prise en charge directement par l'association en retrouvant le coût effectif de la prestation (location, hébergement...) ou de son équivalent. En l'occurrence les mises à dispositions de lieux par les collectivités sont chiffrées par elles-mêmes en fonction des coûts réellement dépensés et/ou de leur tarif de location d'espaces, et transmises par courrier officiel.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
<i>Culture à l'hôpital</i>	2 853	3 517	2 853			3 517	
<i>Uzes danse chemi</i>	3 181		1 226			1 955	
<i>Sensibilisation sur</i>	6 778		4 330			2 447	
<i>Studio mobile</i>	83 990		20 226			63 764	
<i>Pratique en amate</i>	30 000	30 000	29 400			30 600	
<i>Compagnonnage</i>	18 000		18 000				
<i>Artsite associé DH</i>	1 397		1 397				
<i>Artiste associé M</i>		2 735				2 735	
Total	146 198	36 252	77 432			105 018	

Autres informations

Le poste fonds dédiés correspond aux engagements restant à réaliser sur les subventions reçues affectées à un projet précis.

Selon un avenant à la convention financière 2018 de la DRAC OCCITANIE, une subvention complémentaire sur le fonctionnement du Studio mobile de 120 000€ a été attribuée en fin d'exercice 2018 dont le montant intégral a été doté en fonds dédiés au 31/12/2018. Il a été prévu une utilisation progressive de cette subvention dans le cadre de la Convention pluriannuelle d'objectif (2019-2022) afin de conforter la saison nouvellement créée grâce au Studio mobile dans l'attente de financements pérennes. La saison bénéficie toutefois de nouvelles subventions et recettes qui ont permis la mise en oeuvre des saisons 18-19, 19-20 et 20-21. L'année 2021 a empêché la reprise partielle prévisionnelle de la subvention et au contraire l'a augmentée du fait de report d'activités sur l'exercice 2022. Au 31/12/2023, le solde du fonds dédiés non utilisé s'élève à 63 764 €.

En outre le budget de la saison/fonctionnement du studio mobile incorpore l'amortissement de la subvention DRAC sur le parc de matériel et l'amortissement du matériel, dont 20% restent à la charge de l'association. Le parc de matériel est la pierre angulaire de la saison sans laquelle elle ne pourrait être mise en oeuvre.

Aucun fonds dédiés non mouvementés est supérieur à 2 ans.